

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°26.037

Procédure : Appel d'offres ouvert.

Objet : Organisation de l'événement interne à destination des professionnels de l'AP-HP et de leur famille.

Pour une période de 3 ans à compter de la date de notification, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de marché.

Ce document comprend 17 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	1 / 17

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Durée.....	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES	3
2.1 : Forme des prix.....	3
2.2 : Prix définitif.....	3
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT	3
3.1 : Forme du marché.....	3
3.2 : Allotissement	4
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	4
5.1 : Commandes (ou ordres de service)	4
5.2 : Dématérialisation des bons de commandes	5
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE	5
6.1 : Contrôle	5
6.2 : Suivi du marché	5
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	6
7.1 : Clause de réexamen.....	6
7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	6
7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	6
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	7
8.1 : Données statistiques.....	7
8.2 : Certificats	7
8.3 : Secret professionnel et confidentialité	8
8.4 : Obligations en termes de protection des données personnelles	8
8.5 : Accès aux établissements – Identification	10
8.6 : Grèves	11
8.7 : Vente à des tiers	11
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT.....	11
9.1 : Facturation	11
9.2 : Paiement.....	12
9.3 : Avances	12
ARTICLE 10 : ASSURANCES	13
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	13
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION	13
13.1 : Pénalités.....	13
13.2 : Résiliation.....	14
ARTICLE 14 : LITIGES	14
ARTICLE 15 : DEROGATIONS	14

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	2 / 17

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet « **Organisation de l'événement interne à destination des professionnels de l'AP-HP et de leur famille** ».

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché est conclu pour une période de 3 ans à compter de la date de notification.

Le marché sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris 6 mois avant la date de fin de marché, et ce sans indemnités.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans les lieux où siègent les différents établissements hospitaliers de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et / ou dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 : Forme des prix

PRIX FORFAITAIRES

Au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, le marché est conclu sous la forme **de prix forfaitaires** appliqués sur une partie du marché quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Le Titulaire est engagé pour le montant maximum.

2.2 : Prix définitif

PRIX FERMES

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 : Forme du marché

ACCORD CADRE :

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	3 / 17

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Le Titulaire s'engage sur un montant maximum de 600 000 € HT, qui correspond au budget maximal alloué à cette consultation, et cela pour toute la durée du marché et pour l'ensemble des prestations listées.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires à hauteur du montant maximum du marché initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

3.2 : Allotissement

LOT UNIQUE

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations,

Les prestations sont réparties en un lot unique, le marché n'est donc pas alloti conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique.

N° de lot	Intitulé
Lot unique	Organisation de l'événement interne à destination des professionnels de l'AP-HP et de leur famille.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les éléments techniques et le mémoire technique

ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

5.1 : Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le RPA.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	4 / 17

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 : Dématérialisation des bons de commandes

L'AP-HP a déployé une solution permettant de dématérialiser l'ensemble du cycle de vie de la commande (mise en place de catalogues électroniques, envoi de la commande signée électroniquement, mise en place du bordereau de livraison, renvoi de l'accusé de réception en vue de fiabiliser la facturation).

Dans le cadre de cette consultation, l'adhésion au portail de dématérialisation est souhaitée dans les conditions prévues au présent CCAP et son annexe décrivant la solution de dématérialisation du processus de commande à l'AP-HP.

Elle se traduit par la signature, après la notification du ou des marchés, d'un contrat par le mandataire du marché le consortium de prestataires de l'AP-HP éditeurs de la solution PROACTIS/HOSPITALIS et par le règlement des factures y afférentes telles que définies.

Le titulaire du marché s'engage à créer dès la notification du marché, pour la gestion des catalogues externe, un catalogue marché issu du bordereau de prix de l'offre correspondant aux fournitures objets du présent marché et comportant les attributs et données spécifiques à ce marché, pour la totalité des données dites obligatoires, et à le mettre à jour tout au long de son exécution.

Ces catalogues électroniques externes devront impérativement être limités au seul domaine d'achat objet du présent marché public.

Le périmètre retenu pour un catalogue correspondant à un marché exclut tous les autres domaines d'achats que le fournisseur serait susceptible d'approvisionner par ailleurs (dans le cadre d'autres marchés signés avec l'AP-HP ou hors de l'objet du présent marché).

Si ce catalogue n'est pas immédiatement disponible et que sa création comporte une difficulté particulière, l'AP-HP et le titulaire du marché pourront toutefois convenir d'un délai raisonnable de création du catalogue.

La décision d'accorder ce délai appartient à l'AP-HP dans la phase de mise au point du marché.

Le non-respect de ses engagements pourra entraîner l'application de pénalités de retard et éventuellement la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	5 / 17

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

7.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	6 / 17

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 : Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT
SMMPS
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les données statistiques suivantes :

Périodicité : à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

SMMPS : secretariat.prestations.aca@aphp.fr

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- n° de marché AP-HP⁽¹⁾
- hôpital / site⁽²⁾
- libellé du service
- unité de facturation
- quantité totale (en unités de facturation)⁽³⁾
- prix unitaire HT
- montant total HT ⁽³⁾
- montant total TTC ⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service pour toute précision complémentaire

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe « pénalités » du présent document.

8.2 : Certificats

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	7 / 17

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.3 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à respecter la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des patients, agents, publics dont il pourrait avoir connaissance, directement ou indirectement, à l'occasion de ses missions, conformément aux dispositions applicables, notamment issues du Règlement général sur la protection des données, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et du code pénal.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le Titulaire remplit et signe l'annexe RGPD, figurant dans le DCE, et en respecte les termes.

8.4 : Obligations en termes de protection des données personnelles

Un contrat spécifique de conformité au RGPD sera établi entre le prestataire et l'AP-HP, dans lequel l'AP-HP aura le statut de responsable de traitement et le Titulaire celui de sous-traitant au sens du Règlement général sur la protection des données de l'UE 2016/679 (ci-après « RGPD »),

Le Titulaire devra notamment (i) garantir contractuellement qu'il respecte la réglementation applicable en matière de protection des Données personnelles (RGPD et loi Informatique, fichiers et libertés du 6 janvier 1978 modifiée) et (ii) reconnaître que les garanties de sécurité, de confidentialité et de disponibilité qu'il apporte constituent une condition essentielle de l'engagement de l'AP-HP.

Le Titulaire devra également :

- Effectuer pour le compte et sur les instructions de l'AP-HP les opérations de traitement de données strictement nécessaires pour fournir ses services prévus au Marché.
- Garantir qu'il ne traitera pas les données pour son propre compte ;
- Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de la sous-traitance et ne pas les traiter à des fins incompatibles avec la finalité du traitement ;
- Garantir la sécurité, la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles traitées et empêchées qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues ou communiquées à des tiers non autorisés ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles appartenant à ses équipes (i) n'aient accès qu'aux données personnelles dans la mesure strictement

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	8 / 17

- nécessaire à l'exécution du Marché et, (ii) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
 - Aider l'AP-HP à garantir le respect de ses obligations, notamment en matière de sécurité, et pour la réalisation d'analyses d'impact et, le cas échéant, pour la réalisation de consultation préalable de la CNIL ou toute autre formalité ou revue de conformité à effectuer.
 - Mettre à la disposition à première demande de l'AP-HP la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en lien avec la protection des données personnelles, notamment dans le cadre des audits
 - Informer immédiatement par écrit l'AP-HP de toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur le traitement des données personnelles ;
 - Identifier tout risque et formuler sans délai tous conseils, alertes, mises en garde et préconisations dans le cadre du traitement de données personnelles, notamment en vue d'améliorer la sécurité des services ou de manière à permettre à l'AP-HP de prendre les décisions qui lui incombent ;
 - Prévenir sans délai l'AP-HP dès qu'il en a connaissance de tout événement, choix ou mesure de nature à retarder, entraver ou perturber la bonne réalisation du traitement de données personnelles objet du présent marché, ou encore risquant d'affecter les objectifs de l'AP-HP ou de modifier les conditions techniques et/ ou juridiques en lien avec ledit traitement ;
 - Répondre et collaborer de bonne foi et activement aux demandes d'audit et de contrôle effectuées par l'AP-HP elle-même, par un tiers de confiance ou par les autorités de contrôle, et fournir à cet effet toute la documentation nécessaire permettant de démontrer le respect de ses obligations en relation avec la protection des données personnelles ;
 - Le cas échéant, aider l'AP-HP à donner suite aux demandes d'exercice des droits RGPD des personnes concernées par le traitement et fournir tous les moyens nécessaires à la gestion de ces demandes.
 - Notifier à l'AP-HP toute violation de données personnelles sans délai et au maximum dans les 24 heures après en avoir pris connaissance, avec l'ensemble des éléments contextuels nécessaires pour apprécier si une notification CNIL et une information des personnes concernées doit être réalisée
 - Prendre les mesures techniques et organisationnelles optimales afin de garantir un niveau de sécurité et de confidentialité des données adapté au risque notamment :
 - o La pseudonymisation et/ou le chiffrement des données;
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des systèmes et des services de traitement et d'hébergement le cas échéant ;
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
 - o La sécurité physique et logique (informatique et réseaux de communication) ;
 - o La mise en place des mesures pour protéger les données contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès à des tiers non autorisés (dont le hacking ou la tentative de hacking des Données) ;
 - o Des mécanismes de restriction et de contrôle d'accès aux données, permettant d'affecter aux individus les droits d'accès aux données strictement nécessaires à leur mission
 - Au terme du marché, renvoyer toutes les données à l'AP-HP. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction immédiate de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants ultérieurs éventuels. Le titulaire n'est pas autorisé à réutiliser les données pour son compte, même en les anonymisant
 - S'agissant de ses sous-traitants ultérieurs éventuels :

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	9 / 17

- Lister de manière exhaustive ses sous-traitants ultérieurs (activités de traitement sous-traitées, identité et coordonnées du sous-traitant ultérieur) et communiquer cette liste à l'AP-HP (sera jointe au contrat, et toute modification en cours de contrat devra être soumises à l'autorisation de l'AP-HP)
- En tout état de cause tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les mêmes obligations que le Titulaire. Il appartient notamment au Titulaire de contrôler que ses sous-traitants ultérieurs présentent en permanence les mêmes garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles (audits réguliers à faire). Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'AP-HP de l'exécution par ses éventuels sous-traitant ultérieur de ses obligations.
- Le Titulaire n'est pas autorisé à transférer les données personnelles hors de l'UE (lui-même ou via ses sous-traitants ultérieurs), étant précisé que tout accès distant aux données depuis l'extérieur du territoire de l'UE est considéré comme un transfert.
- Le Titulaire garantit que ni lui, ni ses éventuels sous-traitants ultérieurs ne sont soumis à des lois et réglementations contraires aux réglementations applicables en UE, et avertira sans délai l'AP-HP en cas d'impossibilité de se conformer au RGPD et la loi IFL en raison de lois étrangères qui lui seraient applicables, à lui ou à ses sous-traitants ultérieurs.
- En cas d'hébergement cloud de données de santé, le titulaire garantit que ce prestataire (i) héberge les données sur des serveurs en France ou au sein de l'UE (ii) dispose de la certification HDS, (iii) est conforme au référentiel SecNumCloud publié par l'ANSSI et (iv) garantit son immunité contre toute réglementation ou décision extra-européenne (v) garantit à tout moment le respect des dispositions du RGPD, (vi) fournit des garanties de réversibilité des services si nécessaire

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

8.5 : Accès aux établissements – Identification

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	10 / 17

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, du règlement intérieur en vigueur et des règles de laïcité.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.6 : Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.7 : Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	11 / 17

- Le numéro de marché ;
- La date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'AP-HP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

9.2 : Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS ou TIC ou Travaux.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 : Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des travaux exécutés directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	12 / 17

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

13.1 : Pénalités

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

Recouvrement du montant des pénalités

Le recouvrement des montants des pénalités s'opère par l'émission d'un titre de recette au terme du marché lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations conformément au planning de réalisation, le Titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 200$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en €

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalités pour sanctionner le retard dans la transmission des livrables :

En cas de retard dans la transmission des livrables, le Titulaire encourt les pénalités suivantes :

$$P = V \times R / 200$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en €

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	13 / 17

R = nombre de jours de retard
V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalité pour défaut de fourniture des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Pénalité pour défaut de fourniture des statistiques

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe « Statistiques » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de **30 euros** par jour de retard à compter du 45ème jour suivant la fin du trimestre.

13.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure** ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS / article 19.2 CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

Les articles 5 et 11.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 42.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	14 / 17

L'article 4 déroge à l'article 4.1 sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	15 / 17

ANNEXE 1 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	➤ CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94 270 LE KREMLIN BICETRE	01/53/14/69/00
Agence Générale des Equipements et des Produits de Santé (AGEPS)	➤ 7, rue du Fer à Moulin 75005 PARIS – 13, rue Lavoisier 92000 NANTERRE	01/46/69/13/13
AP-HP. Sorbonne Université <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pitié – Salpêtrière ➤ Charles Foix ➤ Tenon ➤ Saint Antoine ➤ Rothschild ➤ Armand Trousseau ➤ La Roche Guyon 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS ➤ 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE ➤ 4 rue de la Chine 75020 PARIS ➤ 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS ➤ 5, rue Santerre 75012 PARIS ➤ 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS ➤ 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon 	01/42/16/00/00 01/49/59/40/00 01/56/01/70/00 01/49/28/20/00 01/40/19/30/00 01/44/73/74/75 01/30/63/83/30
AP-HP. Université Paris Saclay <ul style="list-style-type: none"> ➤ Antoine Bécère ➤ Bicêtre ➤ Paul Brousse ➤ Raymond Poincaré ➤ Hôpital maritime de Berck ➤ Ambroise Paré ➤ Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART ➤ 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE ➤ 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF ➤ 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES ➤ Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER ➤ 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT ➤ 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS 	01/45/37/44/44 01/45/21/21/21 01/45/59/30/00 01/47/10/79/00 03/21/89/27/27 01/49/09/50/00 01/44/96/31/31
AP-HP. Hôpitaux Universitaire Paris - Seine Saint Denis <ul style="list-style-type: none"> ➤ Avicenne ➤ Jean Verdier ➤ René Muret / Bigottini 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 125 rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY ➤ Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY cedex ➤ Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN 	01/48/95/55/55 01/48/02/66/66 01/41/52/59/99
AP-HP. Centre – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> ➤ Necker ➤ HEGP ➤ Corentin Celton ➤ Vaugirard Gabriel Pallez ➤ Cochin ➤ Hôtel Dieu ➤ Broca ➤ La Collégiale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS ➤ 20 rue Leblanc 75 015 PARIS ➤ 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX ➤ 10, rue Vaugelas 75015 PARIS ➤ 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS ➤ 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4 ➤ 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS ➤ 33 rue du Fer à Moulin 75005 PARIS 	01/44/49/40/00 01/56/09/20/00 01/58/00/40/00 01/40/45/80/00 01/58/41/41/41 01/42/34/82/34 01/44/08/30/00 01/44/08/30/00
AP-HP. Nord – Université de Paris <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bichat-Claude Bernard ➤ Beaujon 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 48 rue Henri Huchard 75018 PARIS ➤ 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY 	01/40/25/80/80 01/40/87/50/00
AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	16 / 17

➤ Louis Mourier ➤ Robert Debré ➤ Bretonneau ➤ Adelaïde HAUTVAL ➤ Fernand Vidal ➤ Lariboisière ➤ Saint Louis	➤ 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES ➤ 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS ➤ 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS ➤ Rue du Haut du Roy 95400 VILLIERS LE BEL ➤ 200 Rue du Faubourg Saint Denis 75010 PARIS ➤ 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS ➤ 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01/47/60/61/62 01/40/03/20/00 01/53/11/18/00 01/34/29/23/00 01/40/05/45/45 01/49/95/65/65 01/42/49/49/49
AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor ➤ Albert Chenevier ➤ Henri Mondor ➤ Emile Roux ➤ Joffre – Dupuytren ➤ Georges Clemenceau	➤ 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL ➤ 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL ➤ 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES ➤ 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL ➤ 91750 CHAMPCUEIL	01/49/81/31/31 01/49/81/21/11 01/45/95/80/80 01/69/83/63/63 01/69/23/20/20
Hospitalisation à Domicile	➤ 14 rue Vesale 75005 PARIS	01/42/16/08/50
Sécurité, Maintenance et Services (SMS)	➤ 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/13
Service Central des Ambulances (S.C.A.)	➤ 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01/45/13/65/43
Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)	➤ 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01/44/06/59/00
Siège de l'AP-HP	➤ 55, Boulevard Diderot CS 22305 75 610 Paris CEDEX 12	01/40/27/30/00
Hôpital marin d'Hendaye	➤ Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05/59/48/08/00
Hôpital Paul Doumer	➤ Labruyère 60140 LIANCOURT	03/44/31/55/00
Hôpital San Salvador	➤ 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04/94/38/08/00

AP-HP	Consultation n° 26/037	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du : 22/10/2025	17 / 17